TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
(Division des services essentiels)

Région : Québec
Dossier : CQ-2016-3272
Dossier accréditation : AQ-1004-2670
Québec, le 3 juin 2016

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Nancy St-Laurent

Relais Nordik inc.
Employeur

et

Syndicat des Métallos, section locale 9599
Association accréditée

et

MRC du Golfe-du-Saint-Laurent
Municipalité régionale du comté Minganie
Parties intervenantes

DÉCISION INTERLOCUTOIRE

[1] Le 25 février 2015, le gouvernement du Québec adopte le décret n° 139-2015, assujettissant les parties à l'obligation de maintenir des services essentiels.

[2] Le Syndicat des Métallos, section locale 9599 (**l'association accréditée** ou le **syndicat**) est accrédité pour représenter :

« Les officiers de pont et les officiers-mécaniciens à l'exception du capitaine et de son remplaçant ainsi qu'à l'exception du chef mécanicien engagés sur le « N/M Bella Desgagnés » ou sur le « N/M Nordik Express » aux fins de fournir le service dans le cadre de l'exécution du contrat de desserte maritime de l'Île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord. »

[3] Relais Nordik inc. (**l'employeur**) est une entreprise qui assure la desserte maritime pour le transport de denrées, de marchandises, de passagers et de véhicules pour la Basse-Côte-Nord et l'île d'Anticosti.

[4] Le 25 mai 2016, le Tribunal reçoit un avis du syndicat indiquant son intention de recourir à une grève d'une durée indéterminée débutant le lundi 6 juin 2016 à 23 h 59. Conformément à l'article 111.0.23 du *Code du travail*¹ (le **Code**), cet avis est accompagné de la liste des services essentiels que l'association accréditée entend maintenir durant la grève projetée.

[5] Comme indiqué à l'article 111.0.18 du Code, les parties doivent négocier les services essentiels à maintenir en cas de grève. À cette fin, un conciliateur du Tribunal a été désigné pour les aider. Une séance de conciliation s'est tenue le 27 mai 2016, mais il n'y a pas eu d'entente sur les services essentiels.

[6] Le Tribunal convoque donc les parties à une audience publique pour le 31 mai 2016.

[7] Les jours suivants cette audience, les parties ont transmis plusieurs correspondances au Tribunal indiquant, précisant et réitérant leurs demandes et leurs arguments respectifs.

LES LITIGES

L'INCONSTITUTIONNALITÉ DES DISPOSITIONS DU CODE

[8] Le 30 mai 2016, l'employeur avise le procureur général du Québec, conformément à l'article 76 du *Code de procédure civile*², de son intention de soulever « *l'inopérabilité et l'inapplicabilité constitutionnelle des articles 109.1, 111.0.18, 11.0.19, 11.0.20 et 111.0.23 du Code* ».

¹ RLRQ, c. C-27.

² RLRQ, c. C-25.01.

[9] Il est convenu avec les parties que cette question sera débattue dans un second temps.

[10] Ainsi, comme la présomption de constitutionnalité des lois prévaut malgré leur contestation, les dispositions du Code continuent de s'appliquer, tant qu'il n'en sera pas décidé autrement.

LE DROIT D'ÊTRE ENTENDU ET LE DROIT À UNE DÉFENSE PLEINE ET ENTIÈRE

Les prétentions des parties

[11] Dans cette même correspondance du 30 mai, l'employeur soutient que les délais prévus au Code « *l'empêchent à toutes fins pratiques de préparer une preuve adéquate pour démontrer l'atteinte à la santé et à la sécurité publique, compte tenu notamment de l'éloignement des témoins potentiels* ». Il considère donc être privé de son droit d'être entendu et de son droit à une défense pleine et entière.

[12] Conséquemment, il demande une remise de l'audience et de surseoir à la grève devant débiter le 6 juin 2016 à 23 h 59 afin qu'il puisse se préparer adéquatement. Il estime à une trentaine de jours le temps nécessaire pour ce faire puisqu'il désire rencontrer plusieurs témoins qui se trouvent dans des régions éloignées, et même isolées pour certains. Il souhaite également obtenir une expertise sur la santé publique. Enfin, vu le caractère abrupt de cette grève illimitée, ce report permettrait d'assurer la santé et la sécurité de la population. Cela permettrait également de débattre de l'ensemble du dossier, incluant la question constitutionnelle.

[13] Le syndicat s'oppose à cette demande. Il mentionne avoir transmis à l'employeur sa liste de services essentiels le 5 mai 2016, soit 20 jours avant que l'avis écrit ne soit conformément transmis au Ministre et au Tribunal. Ainsi, il avait le temps nécessaire pour se préparer adéquatement. Il considère que cette demande ne vise qu'à retarder indûment l'exercice de son droit de grève, lequel est légalement acquis. Vu l'urgence, il soutient que le Tribunal doit se prononcer sur les services essentiels.

Les motifs sur le droit d'être entendu et le droit à une défense pleine et entière

[14] Puisque la grève vise un service public au sens du Code, l'article 111.0.23 s'applique :

« (...) une association accréditée d'un service public peut déclarer une grève pourvu qu'elle en ait acquis le droit suivant l'article 58 et qu'elle ait donné par écrit au ministre et à l'employeur ainsi qu'au Tribunal...un avis préalable d'au moins sept jours ... ».

[15] L'employeur reconnaît que le droit de grève est acquis par l'association accréditée et que l'avis de grève a été transmis dans le délai prescrit.

[16] Comme soutenu par le syndicat, la situation de l'employeur est semblable à celle de tous les employeurs visés par une grève affectant un service public. Les délais pour se préparer sont courts, tous en conviennent, mais cela est insuffisant pour justifier une demande de remise ou ordonner le sursis d'une grève. Que des témoins potentiels résident dans des régions éloignées ou même isolées n'y change rien, la loi est la même pour tous.

[17] Au surplus, faire droit à une telle demande aurait pour effet de rendre pratiquement nul l'article 111.0.23 du Code puisqu'un employeur n'aurait qu'à alléguer qu'il n'a pu se préparer adéquatement pour l'audience pour obtenir le report de l'exercice du droit de grève de l'association accréditée.

[18] Autrement dit, le déclenchement de la grève serait à la merci de la préparation de l'employeur pour la détermination des services essentiels, ce qui n'est certes pas l'esprit du Code.

[19] Cela étant établi, le Tribunal doit rendre une décision rapidement. Afin d'agir avec grande célérité, le Code prévoit d'ailleurs à l'article 111.22 une procédure particulière en matière de services essentiels, laquelle permet de passer outre l'article 35 de la *Loi instituant le Tribunal administratif du travail*³, donc à la tenue d'une audience.

[20] Enfin, comme indiqué à maintes reprises par la jurisprudence et la doctrine, le Tribunal est maître de sa procédure.

[21] Ainsi, vu ce qui précède, cette demande est rejetée.

LA LÉGALITÉ DE LA GRÈVE

Les prétentions des parties

[22] L'employeur soutient que la grève annoncée par le syndicat est illégale, puisqu'il s'agit d'un ralentissement de travail. Il allègue également qu'il sera tenu de maintenir intégralement le salaire des officiers même s'ils n'effectuent pas l'ensemble de leurs tâches, ce qui est contraire aux principes d'une grève.

[23] Le syndicat dit avoir respecté chacune des dispositions prévues au Code, ce qui lui permet d'exercer légalement son droit de grève en date du 6 juin 2016. Puis, comme il appert de la liste de services essentiels qu'il entend maintenir, les salariés réduiront leur

³ RLRQ, c. T-15.1.

temps de travail et exerceront leur droit de grève. Ainsi, il est faux de prétendre que l'employeur devra maintenir intégralement leur rémunération malgré la réduction de leur prestation de travail.

Les motifs concernant la légalité de la grève

[24] Par définition, une grève implique un arrêt de travail. Toutefois, comme les parties sont visées par un décret, les salariés sont tenus d'effectuer les tâches jugées essentielles pour assurer la santé ou la sécurité de la population. C'est donc en raison de cette obligation législative que les salariés n'effectuent que partiellement leur travail⁴.

[25] Après avoir analysé les services habituellement effectués par les salariés de l'association accréditée et ceux qui sont énumérés à la liste soumise par cette dernière, le Tribunal conclut qu'il s'agit bien de l'exercice du droit de grève, s'inscrivant dans un contexte de maintien des services essentiels.

[26] Enfin, il apparaît que la rémunération des salariés pourra être ajustée par l'employeur, contrairement à sa prétention.

LA SUFFISANCE DES SERVICES ESSENTIELS

Le Profil

[27] Relais Nordik inc. est une entreprise qui assure la desserte maritime pour le transport de passagers (381 dont 160 en cabine), de véhicules et de marchandises sur la Basse-Côte-Nord et l'île d'Anticosti, dans le secteur Est, de Havre-Saint-Pierre jusqu'à Blanc-Sablon, en passant par l'île d'Anticosti. Pour assurer ce service, l'entreprise dispose du navire *N/M Bella Desgagnés* ainsi que d'un navire d'appoint, si nécessaire.

[28] À partir de quatre ports de tête de ligne, ce transporteur approvisionne hebdomadairement huit ports de la Basse-Côte-Nord et de l'île d'Anticosti en denrées alimentaires, matériaux de construction, produits pétroliers, matériel roulant (véhicules), équipements, articles de pêche et d'agriculture, fournitures médicales et autres marchandises. Les denrées alimentaires proviennent principalement de Rimouski, Sept-Îles, Havre-Saint-Pierre et Blanc-Sablon. Pour ce qui est de Havre-Saint-Pierre, Natashquan et Kegaska, leur localisation sur la Route 138 en fait les principaux ports d'embarquement de véhicules et de passagers à destination de la Basse-Côte-Nord. Concernant l'île d'Anticosti, Havre-Saint-Pierre, ayant sa localisation sur la Route 138, en

⁴ *Hydro-Québec et Syndicat des technologues d'Hydro-Québec, section locale 957 du SFCP-FTQ, 2014 QCCRT 0476.*

fait le principal port d'embarquement pour les passagers, les véhicules et les marchandises, dont le gaz propane, source d'alimentation énergétique.

[29] Une multitude de facteurs font que le flot de passagers et de marchandises en provenance ou à destination de la Basse-Côte-Nord fluctue constamment : projets de construction immobilière, réfection ou construction des infrastructures routières, constitution des inventaires à l'automne et au printemps, participation des résidents à différentes activités, début et fin de la période scolaire, vacances estivales, etc.

[30] En vertu d'un contrat intervenu avec le gouvernement du Québec (ministère des Transports) administré et géré par la Société des traversiers du Québec, Relais Nordik inc. s'engage à effectuer un minimum de 41 voyages par année répartis comme suit :

- Minimum de deux voyages en avril;
- Au moins un voyage par semaine pour les mois de mai à décembre;
- Minimum de deux voyages en janvier.

[31] L'horaire du navire doit être conçu pour faire en sorte qu'au moins une escale par port desservi (soit à l'aller, soit au retour) ait lieu de jour (entre 8 h et 20 h) pour chacun des voyages.

[32] Le transporteur est également tenu de réserver 30 places en cabine pour les « Résidents » et au moins vingt places pour « Véhicules » de « Résidents » de l'île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord.

[33] Le navire chargé part de Rimouski le lundi à 22 h et est de retour à quai le lundi matin de la semaine suivante. Pour le retour, le navire est chargé de conteneurs vides, de produits de la pêche et autres marchandises provenant des villages de la Basse-Côte-Nord et de l'île d'Anticosti, d'automobiles et de colis divers acheminés par les familles de la Côte.

[34] De plus, une prolongation hivernale de la desserte maritime pouvant aller de un à trois voyages selon la date où elle commence, mais dont le dernier voyage supplémentaire doit être offert la semaine de janvier ou février qui inclut le premier jeudi du mois de février est également disponible. Durant cette période de prolongation, le départ du navire s'effectue à partir de Sept-Îles et dessert tous les ports en aval et en amont jusqu'à Blanc-Sablon à l'exception de Natashquan.

[35] Le transporteur s'engage de plus à fournir un service de transport terrestre de marchandises en partance de Blanc-Sablon entre le 1^{er} avril et la mi-février de l'année suivante afin d'assurer l'approvisionnement en marchandises des populations de Vieux-Fort et de Rivière-Saint-Paul.

[36] Les gens de la Côte ont pris l'habitude de se faire des provisions pour la période d'hiver de sorte que, en dehors des mois de desserte maritime, seulement l'approvisionnement de produits qui ne peuvent être congelés tels que légumes, œufs, lait ainsi que les produits pharmaceutiques est fait par avion.

[37] Les 63 cabines-passagers du navire sont toutes munies de toilettes, lavabos et douches, sont équipées de téléviseurs et, à l'exception des cabines Économique, ont toutes des fenêtres et se répartissent comme suit :

- Pont 3
 - 4 cabines Économique (4 personnes/cabine)
 - 5 cabines Standard (2 à 4 personnes/cabine)
 - 14 cabines Standard (2 personnes/cabine)
- Pont 5
 - 2 cabines Select Plus pour passagers à mobilité réduite (2 personnes/cabine)
 - 4 cabines Select (2 personnes/cabine)
 - 8 cabines Supérieure (2 à 4 personnes/cabine)
 - 12 cabines Supérieure (2 personnes/cabine)
- Pont 6
 - 14 cabines Select (2 personnes/cabine)

[38] L'effectif non syndiqué de Relais Nordik inc. est composé d'environ 120 salariés, employés de bureau, contremaîtres agents, personnel de direction.

[39] Les cinq syndicats accrédités regroupent les salariés suivants :

- Syndicat international des marins Canadiens, affiliation Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, n° d'accréditation : AQ-1004-2702, regroupe quinze salariés occupant des postes de timoniers/matelots, aides-mécaniciens, serveurs, cuisiniers ;
- Syndicat des Métallos, section locale 9599, n° d'accréditation : AQ-1004-2670, regroupe neuf salariés occupant des postes d'officiers de pont et d'officiers-mécaniciens ;
- Syndicat des Métallos, section locale 4466 (Havre-Saint-Pierre), affiliation Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, n° d'accréditation : AQ-1003-8578, regroupe dix débardeurs assignés au port de Havre-Saint-Pierre. Ces employés sont sur appel et, de façon régulière, une équipe de cinq débardeurs est requise à ce port.

- Syndicat des Métallos, section locale 2015 (Sept-Îles) (F.T.Q./C.T.C.), affiliation Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, n° d'accréditation : AQ-2001-6153, regroupe 86 débardeurs assignés au port de Sept-Îles. Ces employés sont sur appel et, de façon régulière, une équipe de six débardeurs est requise à ce port.
- Association internationale des débardeurs, local 2020 — Port de Rimouski, regroupe 34 débardeurs assignés au port de Rimouski, n° d'accréditation : AQ-1003-7631. Ces employés sont sur appel et, de façon régulière, une équipe de six débardeurs est requise à ce port.

Le travail des officiers

[40] Les officiers de pont s'occupent de la navigation, à l'exception des départs et des accostages qui sont faits par le capitaine. Ils travaillent également au déchargement et à l'embarquement des cargaisons.

[41] Les officiers-mécaniciens veillent, quant à eux, au bon fonctionnement mécanique du navire. À cette fin, ils effectuent des rondes de contrôle, des travaux d'entretien et des réparations.

[42] Les parties conviennent que le nombre d'officiers de pont et d'officiers-mécaniciens à bord du navire ne peut être inférieur à celui établi actuellement, même dans l'éventualité où des destinations seraient retranchées de l'itinéraire.

L'itinéraire

[43] Selon l'horaire déterminé pour la période du 4 avril 2016 au 10 octobre 2016, le navire « *N/M Bella Desgagnés* » part de Rimouski à 22 h chaque lundi. Il quitte le port avec environ la moitié de son chargement, soit entre 30 et 40 conteneurs, pour une capacité maximale de 125. Il se rend ensuite à Sept-Îles pour récupérer l'autre moitié. Comme indiqué au profil, il livre tous ces conteneurs le long de la côte et dans l'ordre des ports suivants : Port-Meunier, Havre-Saint-Pierre, Natashquan, Kegaska, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin et Blanc-Sablon.

[44] De trois à quatre conteneurs sont aussi chargés à Havre-Saint-Pierre, lesquels contiennent du propane et des denrées périssables. Ces conteneurs sont distribués aux municipalités situées plus à l'est et sur l'île d'Anticosti (Port Meunier).

[45] Une fois arrivée à Blanc-Sablon, le navire décharge la cargaison qui lui est destinée et charge deux ou trois autres conteneurs de denrées provenant notamment de Terre-Neuve, lesquels sont livrés lors du trajet de retour. Ce trajet comprend tous les ports mentionnés précédemment. Lors de ces arrêts, le navire récupère les conteneurs laissés à l'aller et qui ont été vidés dans l'intervalle.

[46] Le navire termine son trajet le lundi suivant vers 10 h 45. Outre les conteneurs vides récupérés, il rapporte à Rimouski des produits de la pêche et autres marchandises provenant des villages de la Basse-Côte-Nord et de l'île d'Anticosti.

La nature des matières transportées

[47] Selon une estimation, 15 % des conteneurs chargés sur le navire contiennent des denrées périssables et 30 % des denrées non périssables. À cela s'ajoutent des matériaux de construction, des produits pétroliers, du propane, des articles de pêche et d'agriculture, des fournitures médicales et autres marchandises diverses (mobilier, véhicule, motoneige, etc.).

Les passagers

[48] Le navire peut accueillir jusqu'à 381 passagers, mais leur nombre varie plutôt entre 25 et 180. La majorité d'entre eux résident dans l'une ou l'autre des localités desservies par le navire. Ils utilisent ce moyen de transport pour leurs loisirs, mais également pour se rendre à leurs rendez-vous médicaux puisque les seuls hôpitaux sont situés à Sept-Îles, Rimouski et Blanc-Sablon.

[49] Les autres localités sont desservies par un CLSC ou par un dispensaire, lesquels n'offrent que des soins de base. Aucun physiothérapeute, massothérapeute, psychologue ou orthodontiste ne s'y retrouvent. Pour bénéficier de ces services, les résidents doivent donc se déplacer.

[50] Pour ce faire, deux options s'offrent à ceux qui n'ont pas accès au réseau routier (Port-Meunier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin), soit le transport maritime lorsqu'en fonction ou l'avion.

[51] Monsieur Armand Joncas, préfet de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent et maire de Blanc-Sablon, indique que si le rendez-vous est prescrit médicalement, les frais de déplacement sont totalement assumés par le gouvernement du Québec, et ce, pour l'un et l'autre de ces moyens de transport. Certains optent pour la voie maritime par crainte de l'avion, parce que leur condition médicale l'impose ou parce qu'ils souhaitent être accompagnés. Malgré les subventions accordées, le prix du billet d'avion pour cet accompagnateur est plus élevé que les frais de passage pour le navire. Enfin, monsieur Joncas indique que les avions ne sont pas toujours en mesure d'atterrir, ce qui fait en sorte que le navire demeure le seul moyen de transport fiable. À titre d'exemple, il dit qu'il s'est déjà écoulé jusqu'à 27 jours avant qu'un avion puisse atterrir. Cette incertitude se produit notamment lors de la saison du brouillard qui s'échelonne de la fin juin à la fin août.

Les alternatives

[52] Il est possible de se rendre à Sept-Îles, Havre-Saint-Pierre, Natashquan et Kegaska en empruntant la Route 138. D'ailleurs, une aide gouvernementale permet le transport des denrées par camion au même tarif que le transport maritime lors de la période hivernale (du début février au début avril).

[53] Pour les localités de Port-Meunier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière et Saint-Augustin, l'aide gouvernementale permet aux résidents de recevoir leurs denrées périssables par avion une fois par semaine à un tarif similaire au transport maritime. Comme mentionné par monsieur Joncas, ces résidents ont l'habitude d'entreposer leurs denrées non périssables pour faire face à cette réalité. Cette situation diffère toutefois de celle d'une grève puisqu'ils peuvent planifier leurs achats plusieurs mois à l'avance, ce qui n'est pas le cas lors d'une interruption abrupte du service maritime.

[54] Pour Blanc-Sablon, l'aide gouvernementale permet la réduction des tarifs de transport par camion des denrées via la route Trans-Labrador. Cette municipalité est desservie à raison d'une fois par semaine lors de la saison hivernale.

[55] Cette municipalité peut également s'approvisionner par Terre-Neuve. Monsieur Joncas précise toutefois que certaines denrées, telle la viande, ne peuvent provenir de cette province vu les règles applicables en la matière. Il en est également ainsi pour le chlore et pour les médicaments, puisque ces derniers ne sont pas couverts par l'assurance médicament du Québec.

[56] En été, un traversier fait la navette entre Terre-Neuve et Blanc-Sablon à raison de trois fois par jour. Il peut transporter des voitures et des camions de livraison, mais pas de conteneurs. Monsieur Joncas précise que ces traversées sont déjà presque au maximum de leur capacité.

[57] Enfin, des aéroports se retrouvent à proximité de chacune des localités desservies par le navire, certains étant fédéraux, d'autres provinciaux. Air Labrador et Air Liaison assurent quotidiennement le transport aérien. Comme indiqué précédemment, il arrive toutefois que l'avion ne puisse pas atterrir en raison de conditions météorologiques défavorables.

Les prétentions des parties quant aux services essentiels à maintenir

[58] Le syndicat a modifié sa liste de services essentiels en cours d'audience, la dernière version est reproduite à l'Annexe 1.

[59] L'employeur et les intervenantes jugent ces services insuffisants pour assurer la santé et la sécurité de la population visée par le contrat de desserte de l'île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord. Ils réclament le maintien intégral du service.

[60] Le Tribunal tient à souligner que l'employeur n'a fait entendre aucun témoin pour soutenir cette prétention et s'en remet à la preuve présentée par le syndicat et par le représentant de la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent, monsieur Joncas.

LES MOTIFS QUANT À LA SUFFISANCE DES SERVICES ESSENTIELS

[61] La position de l'employeur et des intervenantes a pour effet de nier le droit de grève de l'association accréditée, même si elle a respecté toutes les dispositions que lui impose le Code et que ce droit lui est garanti.

[62] Pour évaluer la suffisance d'une liste de services essentiels à maintenir en temps de grève, le Tribunal est guidé par les seuls critères identifiés au Code, soit assurer la santé ou la sécurité de la population. Ainsi, bien que les conséquences économiques de cette grève puissent être significatives pour la Basse-Côte-Nord et l'île d'Anticosti, elles ne peuvent être considérées aux fins de déterminer la suffisance des services essentiels.

[63] Qu'en est-il de la liste des services essentiels proposée par le syndicat?

Le changement d'itinéraire

À l'aller (en aval)

[64] Selon la liste syndicale, le navire ne dessert pas les municipalités de Havre-Saint-Pierre, Natashquan et Kegaska pendant la grève, considérant qu'il est possible d'y accéder par la Route 138. Conséquemment, les conteneurs récupérés habituellement à Havre-Saint-Pierre et distribués ensuite ne le seront plus.

[65] Quant à ceux chargés à Sept-Îles, ils le seront à raison d'une semaine sur deux.

[66] À défaut d'une preuve contraire, cette proposition est jugée suffisante pour assurer la santé ou la sécurité de la population.

Au retour

[67] Aucun arrêt n'est prévu pour le trajet de retour. Ainsi, les conteneurs de denrées chargés à Blanc-Sablon ne seront plus distribués en cours de route et tous les conteneurs vides seront ramassés en aval au voyage suivant.

[68] Sous réserve de la recommandation faite pour les passagers, le Tribunal juge que cette modification de l'itinéraire ne compromet pas la santé ou la sécurité de la population.

L'horaire

[69] Le syndicat propose un nouvel horaire en raison de la modification de l'itinéraire.

[70] L'employeur soutient qu'il lui appartient de faire cet horaire en raison des nombreux facteurs à considérer, dont notamment les conditions de navigation et les capacités techniques du navire. Cet horaire doit également être fait en collaboration avec le capitaine, puisqu'il est le seul maître à bord.

[71] Le Tribunal est d'accord avec la position de l'employeur.

Les matières transportées

Les denrées alimentaires périssables et non périssables, les médicaments et fournitures médicales (inclut couches pour bébé, bouteilles d'oxygène), les véhicules d'urgence et pièces de véhicules d'urgence ainsi que toutes les pièces essentielles pour maintenir en fonction les réseaux d'aqueduc et d'égout.

[72] Le syndicat propose de maintenir le service habituel pour Port-Meunier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière et Saint-Augustin, pour toutes ces matières. Les résidents de Blanc-Sablon seront cependant desservis aux deux semaines considérant que d'autres alternatives d'approvisionnement s'offrent à eux.

[73] Pour que cette offre de service suffise à assurer la santé ou la sécurité de la population, le Tribunal recommande d'ajouter les produits pharmaceutiques reliés aux soins de base (ex. : savon, shampoing, lotion anti-moustique).

Un conteneur de kérosène d'aviation, un conteneur de propane et les produits d'assainissement de l'eau potable (ex. : chlore)

[74] Le syndicat propose de transporter et distribuer ces matières à raison d'une fois aux quatre semaines.

[75] En l'absence de preuve contraire, le Tribunal juge que cette offre suffit à assurer la santé ou la sécurité de la population.

Autres marchandises

[76] Le syndicat refuse de transporter d'autres marchandises que celles identifiées ci-dessus. Il accepte toutefois d'inclure une clause de situation d'urgence qui indique ceci :

Lorsqu'une situation exceptionnelle, urgente et non prévue mettant en cause la santé ou la sécurité des citoyens se présente, le Syndicat s'engage à fournir à l'Employeur le personnel nécessaire pour faire face à la situation.

[77] Le Tribunal juge que la proposition syndicale est insuffisante pour assurer la santé ou la sécurité de la population, vu le caractère abrupt et imprévisible de la grève.

[78] Ainsi, il recommande que, pour la semaine du 6 juin, la totalité des marchandises soient livrées dans les localités de Port-Meunier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin et Blanc-Sablon et qu'il en soit également ainsi pour le voyage de la semaine du 20 juin, après quoi, les livraisons pourront être réduites aux éléments énoncés ci-dessus, sous réserve de la clause d'urgence.

[79] Le Tribunal recommande également que les pièces, équipements et matériaux des réseaux de distribution électrique, de communication et d'énergie et ceux nécessaires pour le réseau d'Hydro-Québec soient transportés lorsqu'un bris survient et que la santé et la sécurité de la population est en danger.

[80] Enfin, le Tribunal recommande d'ajouter la clause suivante : « *afin d'assurer une application adéquate des services essentiels, des personnes responsables des communications seront désignées par les parties de même que les moyens mis en place pour assurer ces communications* ».

Le transport des passagers

[81] Le syndicat refuse tout transport de passagers, même pour raison médicale puisque les résidents peuvent prendre l'avion.

[82] Le Tribunal juge insuffisante la proposition syndicale puisqu'elle compromet la santé ou la sécurité de la population. Ainsi, il recommande que le navire prenne à bord les passagers qui ont un rendez-vous médical prescrit par un médecin ainsi que leur accompagnateur le cas échéant. Cette obligation d'arrêter à l'un ou l'autre des ports pour prendre ces passagers, s'applique également lors du trajet du retour dans la mesure où une preuve médicale indique que ce passager doit être transporté par le navire à ce moment et qu'une demande a été faite en temps opportun.

Le transport des produits de la pêche et autres marchandises vers Rimouski

[83] Le syndicat refuse de transporter les produits de la pêche et autres marchandises provenant des villages de la Basse-Côte-Nord et de l'île d'Anticosti.

[84] Bien conscient que cette position syndicale aura un impact financier important pour la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent et la Municipalité régionale du comté Minganie, le Tribunal ne peut toutefois intervenir puisque les conséquences sont de nature

économique. Ainsi, vu l'absence de preuve contraire, le Tribunal juge que cet arrêt de service ne met pas en danger la santé ou la sécurité de la population.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL :

DÉCLARE **en partie insuffisants** les services essentiels prévus à la liste amendée du 1^{er} juin 2016 afin que la santé ou la sécurité de la population ne soit pas mise en danger;

RECOMMANDE au **Syndicat des Métallos, section locale 9599** de modifier sa liste de services essentiels conformément aux recommandations indiquées par le Tribunal à l'Annexe 2;

DÉCLARE que, si le **Syndicat des Métallos, section locale 9599** informe le Tribunal, l'employeur et les intervenantes d'ici le 6 juin, à 9 h, qu'il accepte de modifier sa liste de services essentiels conformément aux recommandations et précisions du Tribunal, la liste telle que modifiées selon ces recommandations et précisions sera alors suffisante pour assurer la sécurité ou la santé de la population lors de la grève devant débuter le lundi 6 juin à 23 h 59.

DÉCLARE que, **si le Syndicat des Métallos, section locale 9599** accepte de modifier sa liste de services essentiels conformément aux recommandations et précisions du Tribunal, les services essentiels à fournir durant la grève sont ceux énumérés à la liste et à l'Annexe 2 telle que modifiée selon les recommandations du Tribunal pour en faire partie intégrante incluant les précisions apportées par le Tribunal dans la présente décision;

RAPPELLE aux parties, advenant qu'elles éprouvent des difficultés quant à la mise en application de la liste de services essentiels, d'en faire part dans les plus brefs délais au Tribunal afin que celui-ci puisse leur fournir l'aide nécessaire;

DEMANDE au **Syndicat des Métallos, section locale 9599** de faire connaître et d'expliquer aux salariés la teneur de la présente décision;

DÉCLARE que la présente décision sera valide jusqu'à la décision à être rendue sur la constitutionnalité des dispositions législatives contestées;

CONVOQUE les parties à une date d'audience à convenir avec le Tribunal pour débattre de la question constitutionnelle.

Nancy St-Laurent

M^e Guy Dussault
CAIN LAMARRE S.E.N.C.R.L. / AVOCATS
Pour l'employeur

M^e Thierry Saliba
PHILION LEBLANC BEAUDRY, AVOCATS S.A.
Pour l'association accréditée

M^{me} Karine Monger
Pour la partie intervenante MRC du Golfe-du-Saint-Laurent

M. Luc Noël
Pour la partie intervenante Municipalité régionale du comté Minganie

Date de l'audience : 31 mai 2016

/js

ANNEXE 1

Liste des services essentiels à maintenir en cas de grève (amendée)

Utilisation du navire « *N/M Bella Desgagnés* » ou du navire « *N/M Nordik Express* » aux fins de fournir le service dans le cadre de l'exécution du contrat de desserte maritime de l'île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord, et ce, à raison d'une desserte au départ de Rimouski par semaine limitée aux ports suivants :

- Port-Menier
- La Romaine
- Harrington Harbour
- Tête-à-la-Baleine
- La Tabatière
- Saint-Augustin

Une fois par deux (2) semaines le navire ira également à Sept-Iles et à Blanc-Sablon lors du voyage en aval seulement.

Marchandise acceptée :

- Denrées alimentaires périssables, médicaments et fournitures médicales (inclut couches pour bébé, bouteille oxygène) à destination des ports de Port-Menier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin et Blanc-Sablon;
- Véhicules d'urgence et pièces de véhicules d'urgence;
- Denrées alimentaires non périssables à destination des ports de Port-Menier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin et Blanc-Sablon, à raison d'une (1) fois par semaine.
- Produits d'assainissement de l'eau potable (ex : Cloro) une (1) fois par mois;
- Toutes pièces essentielles pour maintenir en fonction les réseaux d'aqueduc et d'égout;
- Un conteneur de kérosène d'aviation et un conteneur de propane, à raison (1) d'une fois par quatre (4) quatre semaines.

- Les conteneurs vides seront ramassés en aval au voyage suivant.

Situation d'urgence

Lorsqu'une situation exceptionnelle, urgente et non prévue mettant en cause la santé ou la sécurité des citoyens se présente, le Syndicat s'engage à fournir à l'Employeur le personnel nécessaire pour faire face à la situation.

Aucun passager ne sera accepté.

***Horaire du N/M Bella Desgagnés**
Tel que proposé par le Syndicat dans le cadre des services essentiels
Semaine #1
(En aval)

Port	Jour d'arrivée	Heure	Jour de départ	Heure
Rimouski	-	-	Lundi	22:00
** Sept-îles	Mardi	09:30	Mardi	11:30
Port-Menier	Mardi	17:30	Mardi	18:30
La Romaine	Mercredi	09:00	Mercredi	11:00
Harrington Harbour	Mercredi	16:30	Mercredi	18:30
Tête-à-la-Baleine	Mercredi	20:30	Mercredi	21:30
La Tabatière	Jeudi	23:30	Vendredi	00:30
Saint-Augustin	Vendredi	04:00	Vendredi	05:30
** Blanc-Sablon	Vendredi	10:30	Vendredi	12:00

(En amont)

Port	Jour d'arrivée	Heure	Jour de départ	Heure
Rimouski	Samedi	11:00	-	-

* Horaire amendé avec service à Sept-Îles et Blanc-Sablon aux deux (2) semaines

** Service aux deux (2) semaines seulement

Horaire du N/M Bella Desgagnés
Tel que proposé par le Syndicat dans le cadre des services essentiels
Semaine #2
(En aval)

Port	Jour d'arrivée	Heure	Jour de départ	Heure
Rimouski	-	-	Lundi	22:00
Port-Menier	Mardi	13:00	Mardi	15:00
La Romaine	Mercredi	05:00	Mercredi	07:00
Harrington Harbour	Mercredi	12:30	Mercredi	15:30
Tête-à-la-Baleine	Mercredi	17:30	Mercredi	18:30
La Tabatière	Mercredi	20:30	Mercredi	21:30
Saint-Augustin	Jeudi	01:00	Jeudi	02:30

(En amont)

Port	Jour d'arrivée	Heure	Jour de départ	Heure
Rimouski	Vendredi	21:00	-	-

Durée totale du trajet : 4 jours

ANNEXE 2

LES RECOMMANDATIONS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL VISANT
LES SERVICES ESSENTIELS À MAINTENIR LORS DE LA GRÈVE À DURÉE
INDÉTERMINÉE DEVANT DÉBUTER LE 6 JUIN 2016 À 23H59

Le Tribunal recommande de modifier la liste de la façon suivante :

1. Ajouter à la liste que le navire transportera les produits pharmaceutiques liés aux soins de base (ex. : savon, shampoing et lotion anti-moustique) selon le service habituel pour Port-Meunier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière et Saint-Augustin. Les résidents de Blanc-Sablon seront cependant desservis aux deux semaines;
2. Ajouter à la liste que le navire prendra à bord les passagers qui ont un rendez-vous médical prescrit par un médecin ainsi que leur accompagnateur, le cas échéant. Cette obligation d'arrêter à l'un ou l'autre des ports pour prendre ces passagers, s'applique également lors du trajet du retour dans la mesure où une preuve médicale indique que ce passager doit être transporté par le navire à ce moment;
3. Ajouter à la liste que lors du voyage prévu pour la semaine du 6 juin, que la totalité des marchandises soient livrées dans les localités de Port-Meunier, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière et Saint-Augustin et Blanc-Sablon et qu'il en soit également ainsi pour le voyage de la semaine du 20 juin;
4. Ajouter à la liste que les pièces, équipements et matériaux des réseaux de distribution électrique, de communication et d'énergie et ceux nécessaires pour le réseau d'Hydro-Québec soient transportés lorsqu'un bris survient et que la santé et la sécurité de la population est en danger;
5. Ajouter à la liste la clause qui suit : « *Afin d'assurer une application adéquate des services essentiels, des personnes responsables des communications seront désignées par les parties de même que les moyens mis en place pour assurer ces communications* ».